



OUI à des fondements solides pour la mobilité

L'essentiel en bref:

- Nos infrastructures doivent être à la hauteur de notre époque. C'est pourquoi nous devons dire oui aux investissements en faveur des routes nationales le 24 novembre prochain.
- En cas de refus, ce patrimoine populaire se délitera et nous assisterons à une débâcle du trafic. Ce serait irresponsable.
- La mobilité de demain ne fonctionnera que si nous développons tous les modes de transport.

Nos routes nationales sont un véritable miracle d'efficacité: elles ne représentent certes que 3% du réseau routier, mais quelque 40% du trafic. Depuis 1990, elles ont absorbé une croissance du trafic de plus de 130%. Les investissements sont toutefois restés bien en deçà. On ne s'étonnera pas du résultat: un réseau routier surchargé, davantage d'embouteillages et donc plus de risques pour la sécurité, de bruit et d'émissions de CO₂. La Suisse est fière, à juste titre, de la qualité de ses infrastructures. Nous ne pouvons en aucun cas nous permettre de négliger les routes nationales. Les «artères» de notre mobilité sont également déterminantes pour nos emplois et notre prospérité.

Un référendum idéologique, avec un risque élevé d'autogoal

Bien que les citoyens aient déjà dit OUI en 2017 à 61,9% au présent programme de développement, un référendum demandé par la gauche et les Verts demande de faire marche arrière. On s'attend à des arguments idéologiques, polémiques et trompeurs, alors même qu'un non provoquerait une aggravation des embouteillages, qu'il pourrait aboutir à l'effondrement du trafic et que ce serait un nouvel autogoal économique. Il faut savoir que l'augmentation de la surface des routes proposée est inférieure à 0,2%, mais que les aménagements allègeraient notablement le trafic. Quant au volume d'investissement, il se monte à 5,2 milliards de francs environ, ce qui n'a rien à voir avec les 25 milliards de francs suisses prévus d'ici à 2035 pour développer le réseau ferroviaire.

Tous les modes de transports doivent apporter leur contribution

Le référendum oppose la route au rail et à la mobilité douce, comme on le faisait dans les années 1980. Une chose est claire: pour une mobilité durable et tournée vers l'avenir, tous les modes de transport doivent être interdépendants. Des transports publics et des infrastructures pour les vélos développés en font partie, tout comme des routes en bon état et une décarbonation poussée des moyens de transport. C'est pourquoi, le 24 novembre, il n'y aura qu'une réponse possible à la question de savoir si nous devons investir dans la mobilité du futur: un OUI franc.